



ARTICLE D'OPINION

L'avenir du commerce mondial

Par **Pinelopi K. Goldberg**

professeur titulaire de la chaire Elihu d'économie et affilié à l'Economic Growth Center, Université de Yale,
et ancien économiste en chef de la Banque mondiale

L'avenir du commerce fait l'objet de débats depuis le ralentissement de la croissance du commerce au lendemain de la crise financière de 2008/09. À ce jour, les données sur le commerce et les flux de capitaux n'étayaient pas la thèse d'une « démondialisation ». Pourtant, les profonds changements qui ont affecté l'environnement politique au cours des 3 dernières années donnent à penser que nous sommes au début d'une nouvelle ère.

Prétendre que ces changements sont sans conséquence revient à dire que la politique n'a pas d'importance. Mais la politique a une réelle importance – sinon immédiatement, du moins à long terme. La croissance explosive du commerce dans les années 1990 et 2000 n'aurait pas été possible sans la vague de libéralisation des échanges qui a déferlé sur le monde à cette époque ni sans le renforcement du multilatéralisme. Et alors que certaines des plus grandes économies du monde se replient sur elles-mêmes, et s'écartent des principes du multilatéralisme, l'avenir du commerce devient incertain.

Bien entendu, ce n'est pas la première fois dans l'histoire que le protectionnisme prospère. En général, le protectionnisme est le fruit des efforts de certains groupes de pression nationaux (travailleurs peu qualifiés et menacés par la concurrence des importations provenant des pays à bas salaires ou bien entreprises/secteurs spécifiques), qui cherchent à protéger leurs intérêts aux dépens du consommateur moyen. Cette fois, pourtant, ce n'est pas le secteur privé qui a demandé à être protégé. Le changement s'est en réalité produit selon une approche descendante, puisque ce sont les gouvernements qui ont choisi de privilégier la sécurité nationale au détriment du bien-être économique.

Les historiens de l'économie débattront probablement des véritables causes de la mutation récente du paysage politique au cours des années à venir. Dans certaines économies avancées, les politiques publiques et l'opinion publique sur la mondialisation ont commencé à changer vers 2015, avec la montée des préoccupations liées aux effets des importations et de l'immigration en provenance des pays à bas

salaires sur le marché du travail. Mais cette évolution a été insuffisante à renverser une tendance à la mondialisation amorcée il y a plusieurs décennies. La pandémie de COVID-19 a fait naître des questions quant à la fragilité des chaînes d'approvisionnement mondiales et des demandes de « relocalisation » de la production sur le plan national.

Néanmoins, bien que d'aucuns prétendent le contraire, le commerce a renforcé la résilience des économies face à la pandémie. Après un recul temporaire enregistré en 2020, les échanges ont fortement augmenté. Et ni ce qu'on a appelé le « choc chinois » ni la pandémie de COVID-19 n'ont interrompu la croissance du commerce mondial. C'est seulement après le déclenchement de la guerre en Ukraine en février 2022, qui a mis en lumière la dépendance énergétique de l'Europe à l'égard de la Russie, que les demandes de relocalisation et de « relocalisation dans des pays amis » formulées au nom de la sécurité nationale ont entraîné des changements de politique radicaux, le plus évident étant les restrictions généralisées que les États-Unis ont imposées en octobre 2022 aux exportations de semi-conducteurs à destination de la Chine.

La demande de « résilience » face aux risques géopolitiques est-elle la véritable cause de cette évolution récente ? Ou est-ce le déclenchement de la guerre en Ukraine qui a provoqué un changement de politique qui était inévitable compte tenu des défis que la Chine, et peut-être certaines économies émergentes à l'avenir, pose aux économies qui aujourd'hui prospèrent ?

Quelle que soit la réponse, le monde est entré dans une nouvelle phase et les années à venir nous diront peu à peu ce que cela signifie pour l'économie mondiale.

Avertissement

Les articles d'opinion relèvent de la seule responsabilité de leurs auteurs. Ils ne reflètent pas nécessairement les opinions ou les vues des Membres ou du Secrétariat de l'OMC.